ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre des Colonies le 1er décembre 1949 d'une demande d'avis sur un projet "d'arrêté ministériel remplaçant les arrêtés ministériels des 14 février 1911, 7 septembre 1928, 17 décembre 1935 et 30 juillet 1936, organisant la section juridique de l'école coloniale, réglementant cette école, créant le Conseil de perfectionnement de l'école et créant des cours en langue néerlandaise", a donné en sa séance du 14 décembre 1949 l'avis suivant :

Le Conseil d'Etat propose des modifications qui répondent aux intentions du Gouvernement telles qu'elles lui ont été exprimées. Ces modifications sont contenues dans le texte ci-après :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 1ste December 1949 door de Minister van Koloniën verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van "ministerieel besluit ter vervanging van de ministeriële besluiten van 14 Februari 1911, 7 September 1928, 17 December 1935 en 30 Juli 1936, tot inrichting van de rechtsafdeling van de koloniale school, tot regeling dezer school, tot stichting van de verbeteringsraad der school en tot inrichting van leergangen in de Nederlandse taal", heeft ter zitting van 14 December 1949 het volgend advies gegeven :

De Raad van State stelt een aantal wijzigingen voor welke beantwoorden aan de bedoelingen van de Regering zoals zij hem werden uiteengezet. Deze wijzigingen zijn in de hiernavolgende tekst aangebracht :

ARRETE MINISTERIEL RELATIF A L'ORGANISATION ET AU FONCTIONNEMENT DE L'ECOLE COLONIALE.

Le Ministre des Colonies,

Vu l'arrêté du Régent du ..... (date et intitulé de l'arrêté qui fait l'objet de la demande d'avis L.769/1);

Vu l'arrêté royal du 7 juillet 1924 qui porte règlement de l'examen complémentaire à subir par les candidats magistrats à titre provisoire, modifié par l'arrêté du Régent du .....(date de l'arrêté faisant l'objet de la demande d'avis L.768/1);

Vu l'arrêté du Régent du 5 juillet 1948 portant statut des fonctionnaires et agents de l'ordre judiciaire, modifié par l'arrêté du Régent du 21 septembre 1948;

Vu l'arrêté du Régent du 20 août 1948 portant statut des agents de l'administration d'Afrique autres que les magistrats, fonctionnaires et agents de l'ordre judiciaire, notamment les articles 6 et 8;

~~Vu~~ l'arrêté ~~ministériel~~ du 14 ~~février~~ 1911, ~~organisant~~ la section juridique de l'~~école~~ coloniale;

Vu l'accord du Premier Ministre, donné le 7 novembre 1949;

Vu l'avis du Conseil d'Etat,

.../...

A R R E T E :

CHAPITRE Ier.- Organisation de l'enseignement et conditions d'admission.

Article 1er.-

L'école coloniale comprend les sections suivantes :

1° la section juridique, destinée à la formation des futurs magistrats de carrière;

2° la section générale supérieure accessible aux candidats à un emploi d'agent de la 3ème catégorie de l'Administration d'Afrique autres que ceux cités aux 4° et 5° ci-dessous et sous réserve des exceptions prévues par des dispositions spéciales;

3° la section générale inférieure accessible aux candidats à un emploi d'agent de la 4ème catégorie de l'Administration d'Afrique autres que ceux cités aux 4° et 5° ci-dessous et sous réserve des exceptions prévues par des dispositions spéciales;

4° la section de l'enseignement accessible aux candidats à un emploi dans le service de l'enseignement;

5° la section des télécommunications accessible aux candidats à un emploi dans le service des télécommunications.

Article 2.-

L'enseignement est donné en français et en néerlandais.

Les mêmes matières sont enseignées dans les deux langues.

Les élèves suivent les cours dans la langue qu'ils ont choisie pour le concours d'admission, et, à défaut de ce concours dans la langue de leur choix.

.../...

Article 3.-

L'enseignement à l'école coloniale comprend des cours qui doivent être suivis par tous les élèves d'une même section et des cours spéciaux pour l'accès à certains services.

Le programme en est établi conformément au tableau annexé au présent arrêté.

Sauf dispense accordée par le Ministre, les élèves de la section juridique et des sections générales supérieure et inférieure sont tenus de suivre, pendant trois heures par semaine, des cours pratiques de néerlandais s'ils suivent les cours en langue française et de français s'ils suivent les cours en langue néerlandaise.

Article 4.-

Les candidats magistrats qui n'ont pas exercé des fonctions administratives au Congo Belge ou au Ruanda-Urundi suivent, en commun, avec les élèves de la section générale supérieure, les cours qui ne sont pas propres à la section juridique mentionnés au programme de l'examen complémentaire prescrit par l'arrêté royal du 7 juillet 1924.

Article 5.-

Sont dispensés, de la fréquentation des cours de l'école coloniale, les docteurs en droit candidats à un emploi dans le cadre des conseillers juridiques ayant presté leurs services pendant six mois au moins à la direction de la Justice du Gouvernement général;

Sont aussi dispensés des cours de l'école coloniale, les titulaires du diplôme de licencié en sciences coloniales délivré par un établissement belge d'enseignement supérieur, si l'obtention de ce diplôme a été subordonnée à la réussite d'un examen portant sur les matières juridiques enseignées à la section juridique de l'école coloniale.

.../...

Dans l'éventualité où le diplôme de licencié en sciences coloniales ne permet pas d'inférer que le candidat a reçu avec fruit sur toutes les matières juridiques précitées, un enseignement équivalent à celui donné à la section juridique de l'école coloniale, l'intéressé devra suivre les cours portant sur les matières juridiques dont le diplôme n'atteste pas la connaissance et présenter les examens prévus pour ces branches.

Article 6.-

Il y a annuellement deux sessions complètes de cours aux sections générales supérieure et inférieure.

Ces sessions s'ouvrent respectivement le premier jour ouvrable de mars et de septembre.

L'Administrateur général des colonies fixe la date d'ouverture des sessions de la section juridique et de la section des télécommunications d'après les besoins du recrutement.

La session ordinaire des cours de la section de l'enseignement commence chaque année, le premier jour ouvrable du mois de juillet. Les examens doivent être terminés au plus tard le 14 août. Des sessions extraordinaires peuvent être organisées en cas de nécessité.

Article 7.-

Moyennant l'autorisation préalable du Ministre, sont admis aux cours de l'école coloniale, en qualité d'élève régulier :

1° à la section juridique, les candidats porteurs du diplôme de docteur en droit délivré par une université belge ou d'un diplôme équivalent délivré par une université étrangère. Le Ministre est juge de cette équivalence;

2° aux autres sections, les candidats qui ont satisfait au concours d'admission.

.../...

CHAPITRE II.- Examens de fin de session.

Article 8.-

A la section générale inférieure et à la section des télécommunications les examens de fin de session comportent dans chaque branche, une épreuve écrite et une épreuve orale.

Les examens de fin de session sont subis oralement dans les autres sections.

Le directeur de l'école coloniale fixe la date de l'exame

Article 9.-

Pour chaque branche, l'appréciation est exprimée par une cote variant de 0 à 20. Cette cote est multipliée par les coefficients d'importance indiqués au tableau annexé au présent arrêté .

Ce tableau indique pour chaque branche le minimum de points requis.

Article 10.-

Pour satisfaire à l'examen de sortie, les élèves qui ont pris part à tous les examens auxquels ils sont astreints, doivent obtenir lors de la même session d'examen dans chaque branche une cote égale ou supérieure au minimum requis.

Au terme de chaque session d'examen clôturant une session de cours, les professeurs réunis en conseil délibèrent sur le sort des élèves qui ont obtenu dans une ou plusieurs branches une cote inférieure au minimum des points requis. En fonction des résultats obtenus par les élèves, les professeurs réunis en séance de délibération, décident qu'ils ont satisfait, sont ajournés ou refusés.

.../...

Article 11.-

Les résultats des examens subis sur les matières propres à la section juridique et à la section de l'enseignement sont établis définitivement après délibération des professeurs chargés de l'enseignement de ces matières. Le procès-verbal de cette délibération mentionnant ces résultats est transmis au directeur de l'école coloniale.

Article 12.-

Les élèves qui ont satisfait à la première session sont classés dans l'ordre des résultats obtenus.

Les élèves ajournés sont autorisés à se présenter à une seconde session d'examen qui commence un mois au plus tard après la clôture de la première session.

Ils sont interrogés une nouvelle fois sur toutes les branches qu'ils ont été tenus de suivre.

S'ils échouent à cette deuxième session, ils seront refusés

S'ils réussissent, ils sont classés dans l'ordre des résultats obtenus après ceux qui ont satisfait d'emblée à la première session d'examen.

Les élèves refusés peuvent être autorisés par le Ministre à suivre les cours de la session suivante sans devoir réussir au préalable un nouveau concours d'admission.

.../...

Article 13.-

Un rapport sur les résultats des examens est adressé par le directeur de l'école au Ministre des Colonies à l'issue de chaque session d'examens.

CHAPITRE III.- Discipline des élèves.

Article 14.-

Le directeur de l'école coloniale règle la police des locaux.

Il signale au Ministre des Colonies les absences non justifiées des élèves et, pour les militaires, les infractions à la discipline militaire.

Les élèves dont l'assiduité, la conduite ou la tenue laissent à désirer, peuvent être frappés de l'une des peines suivantes :

1° avertissement verbal,
2° avertissement écrit,
3° renvoi à une session de cours ultérieure, avec obligation de réussir un nouveau concours d'admission pour autant que les intéressés se trouvent encore dans les conditions d'âge requises,
4° exclusion définitive.

Les deux premières peines sont infligées par le directeur de l'école, les deux dernières par le Ministre des Colonies, sur proposition du directeur de l'école.

Article 15.-

Les cours sont suspendus les jours où les bureaux de l'administration centrale du Ministère des Colonies sont fermés.

.../...

CHAPITRE IV.- Conseil de perfectionnement.

Article 16.-

Le conseil de perfectionnement est chargé de proposer au Ministre toutes les modifications qu'il juge utile d'apporter aux programmes, règlements et dispositions qui régissent les études et les examens ainsi que les mesures propres à améliorer l'enseignement et le régime éducatif de l'école.

Ce conseil se compose du directeur général et du directeur du service ayant dans leurs attributions le recrutement du personnel administratif de la Colonie, du directeur de l'école coloniale et de membres désignés pour un terme de trois ans et dont le mandat peut être renouvelé.

Chaque section de l'école est représentée au conseil par un professeur ou chargé de cours, qui a la qualité de membre.

Les fonctions des membres de ce conseil sont gratuites.

Le conseil est placé sous la présidence du directeur général précité ou, en cas d'empêchement de ce dernier, sous celle du directeur qui a le service du personnel d'Afrique dans ses attributions.

Le conseil se réunit au moins une fois par an. Il peut être également convoqué par le Président ou à la demande d'au moins trois membres.

CHAPITRE V.- Dispositions abrogatoires et dispositions finales.

Article 17.- Sont abrogés :

1° l'arrêté ministériel du 7 septembre 1928, déterminant le programme des cours de l'école coloniale, modifié par les arrêtés ministériels du 25 janvier 1929, du 21 octobre 1930, du 12 mars 1932, du 17 décembre 1935 et du 6 juin 1939;

.../...

2° l'arrêté ministériel du 21 octobre 1930 modifiant le programme de l'école coloniale, modifié par les arrêtés ministériels du 17 décembre 1935 et du 20 avril 1937;

3° les arrêtés ministériels du 12 juillet 1932 et du 14 juillet 1933 en tant qu'ils concernent les indemnités de fréquentation accordées aux élèves de l'école coloniale;

4° l'arrêté ministériel du 3 janvier 1936 qui organise à l'école coloniale un cours facultatif relatif à la littérature coloniale et aux arts et métiers indigènes;

5° l'arrêté ministériel du 30 juillet 1936 organisant une section en langue néerlandaise;

6° l'arrêté ministériel du 31 octobre 1936 organisant une section juridique en langue néerlandaise;

7° l'arrêté ministériel du 31 mars 1938 qui divise la section néerlandaise en cours supérieur et inférieur;

8° l'arrêté ministériel du 20 mars 1946 qui règle les conditions d'admission à l'école coloniale.

Article 18.-

Le présent arrêté entre en vigueur le 1er mars 1950.

Il sera publié au Moniteur belge et dans le Bulletin officiel du Congo belge.

Bruxelles, le

(signature du Ministre des Colonies)

Le Premier Ministre,
Le Ministre des Finances,

MINISTERIEEL BESLUIT BETREFFENDE DE INRICHTING EN DE WERKING VAN DE KOLONIALE SCHOOL.

De Minister van Koloniën,

Gelet op het besluit van de Regent van ..... (datum en titel van het besluit waarover het advies L.769/I werd uitgebracht) ;

Gelet op het koninklijk besluit van 7 Juli 1924 houdende regeling van het aanvullend examen, af te leggen door de candidaat-magistraten met voorlopige aanstelling, zoals het is gewijzigd bij besluit van de Regent van ..... (datum van het besluit waarover het advies L.768/I werd uitgebracht) ;

Gelet op het besluit van de Regent van 5 Juli 1948 houdende het statuut van de ambtenaren en de beambten der rechterlijke orde, zoals het is gewijzigd bij besluit van de Regent van 21 September 1948 ;

Gelet op het besluit van de Regent van 20 Augustus 1948 houdende het statuut der andere agenten van het Bestuur in Afrika dan de magistraten, ambtenaren en beambten der rechterlijke orde, namelijk op de artikelen 6 en 8 ;

Gelet op het ministerieel besluit van 14 Februari 1911 tot inrichting van de afdeling rechten van de koloniale school ;

Gelet op het akkoord van de Eerste-Minister van 7 November 1949 ;

Gelet op het advies van de Raad van State ,

.../...

B E S L U I T :

HOOFDSTUK I.- Inrichting van het onderwijs en voorwaarden van toelating.

Artikel 1.-

De koloniale school omvat de volgende afdelingen :

1° de afdeling rechten, voor het vormen van de toekomstige beroepsmagistraten ;

2° de hogere algemene afdeling, toegankelijk voor de andere candidaten voor een betrekking van beambte van de 3e categorie bij het Bestuur in Afrika, dan die bedoeld in 4° en 5° hierna en onder voorbehoud van de uitzonderingen in bijzondere bepalingen voorzien ;

3° de lagere algemene afdeling, toegankelijk voor de andere candidaten voor een betrekking van beambte van de 4e categorie bij het Bestuur in Afrika, dan die bedoeld in 4° en 5° hierna en onder voorbehoud van de uitzonderingen in bijzondere bepalingen voorzien ;

4° de afdeling onderwijs, toegankelijk voor de candidaten voor ee betrekking in de dienst van het onderwijs ;

5° de afdeling verreberichtgeving,toegankelijk voor de candidaten voor een betrekking in de dienst van de verreberichtgeving.

Artikel 2.-

Het onderwijs geschiedt in de Nederlandse en in de Franse taal.

In beide talen worden dezelfde vakken onderwezen.

De leerlingen volgen de leergangen in de taal, door hen voor het vergelijkend toelatingsexamen gekozen en, bij ontstentenis van vergelijkend examen, in de taal die zij kiezen.

.../...

Artikel 3.-

Het onderwijs in de koloniale school omvat leergangen die door alle leerlingen van een zelfde afdeling moeten gevolgd worden en bijzondere leergangen voor de toegang tot bepaalde diensten.

Het programma er van is vastgesteld overeenkomstig de bij dit besluit gevoegde tabel.

Behalve in geval van vrijstelling door de Minister verleend, moeten de leerlingen van de afdeling rechten en die van de hogere en lagere algemene afdelingen drie uur per week een practische cursus in het Frans volgen, indien zij de leergangen in de Nederlandse taal volgen,en in het Nederlands indien zij de leergangen in de Franse taal volgen.

Artikel 4.-

De candidaat-magistraten,die geen ambt bekleed hebben in het bestuur van Belgisch-Congo of van Ruanda-Urundi, volgen samen met de leerlingen van de hogere algemene afdeling de leergangen,niet aan de afdeling rechten eigen, welke in het programma van het bij koninklijk besluit van 7 Juli 1924 voorgeschreven aanvullend examen zijn vermeld.

Artikel 5.-

Van het bijwonen der leergangen van de koloniale school zijn vrijgesteld, de doctors in de rechten, die candidaat zijn voor een betrekking in het kader van de rechtskundige adviseurs en gedurende ten minste zes maanden dienst hebben gedaan bij de directie van Justitie van het Gouvernement-Generaal.

Van de leergangen van de koloniale school zijn eveneens vrijgesteld, de houders van het diploma van licentiaat in de koloniale wetenschappen uitgereikt door een Belgische instelling van hoger onderwijs, indien zij,om dit diploma te ver-

.../...

krijgen, geslaagd zijn voor een examen over de rechtskundige stof welke aan de afdeling rechten van de koloniale school worden onderwezen.

Ingeval uit het diploma van licentiaat in de koloniale wetenschappen niet kan worden opgemaakt dat de candidaat over gans de voormelde rechtskundige stof met goed gevolg een onderwijs heeft genoten dat gelijkwaardig is aan dat, gegeven in de afdeling rechten van de koloniale school, moet de belanghebbende de cursussen volgen betreffende de rechtskundige stof waarvan de kennis door het diploma niet is bevestigd en het voor deze vakken voorziene examen afleggen.

Artikel 6.-

Jaarlijks zijn er twee volledige zittijden van leergangen aan de algemene hogere en lagere afdelingen.

Deze zittijden vangen onderscheidenlijk aan op de eerste werkdag van Maart en van September.

De Administrateur-Generaal van koloniën stelt de openingsdatum van de zittijden der afdeling rechten en der afdeling verreberichtgeving vast volgens de noodwendigheid van de aanwerving.

De gewone zittijd der leergangen van de afdeling onderwijs begint ieder jaar op de eerste werkdag van de maand Juli. De examens moeten uiterlijk 14 Augustus geëindigd zijn. Indien het noodzakelijk is, kunnen buitengewone zittijden worden ingericht.

Artikel 7.-

Tot de leergangen van de koloniale school worden, met de voorafgaande goedkeuring van de Minister, als regelmatig leerling toegelaten :

1° in de afdeling rechten, de candidaten die houder zijn van het diploma van doctor in de rechten uitgereikt door een Belgische Universiteit, of van een gelijkwaardig diploma uitgereikt

.../...

door een buitenlandse Universiteit. De Minister oordeelt over deze gelijkwaardigheid ;

2° in de andere afdelingen, de candidaten die geslaagd zijn voor het vergelijkend toelatingsexamen.

HOOFDSTUK II.- De examens op het einde van de zittijd.

Artikel 8.-

In de algemene lagere afdeling en in de afdeling verreberichtgeving omvatten de examens op het einde van de zittijd, in elk vak, een schriftelijke en een mondelinge proef.

De examens op het einde van de zittijd worden in de andere afdelingen mondeling afgelegd.

De directeur van de koloniale school stelt de datum van het examen vast.

Artikel 9.-

Voor elk vak wordt de beoordeling uitgedrukt door een beoordelingscijfer van 0 tot 20. Dit beoordelingscijfer wordt vermenigvuldigd met de coëfficiënten van belangrijkheid aangegeven in de bij dit besluit gevoegde tabel.

In deze tabel is voor elk vak het vereiste minimumgetal punten aangegeven.

Artikel 10.-

Om voor het uitgangsexamen te slagen, moeten de leerlingen die aan al de verplichte examens hebben deelgenomen, tijdens dezelfde examensessie in elk vak een beoordelingscijfer behalen dat gelijk is aan of groter dan het vereiste minimum.

Bij het einde van elke examensessie tot afsluiting van de zittijd der leergangen beraadslagen de in raad vergaderde

.../.

leraren over het lot van de leerlingen die in één of meer vakken een lager beoordelingscijfer hebben behaald dan het vereiste minimum van de punten . Naar gelang van de uitslag door de leerlingen behaald, beslissen de in deliberatie vergaderde leraren dat zij voldaan hebben, uitgesteld of geweigerd worden.

Artikel 11.-

De uitslagen van de examens, afgelegd over de stof eigen aan de afdeling rechten en aan de afdeling onderwijs, worden eerst definitief vastgesteld na deliberatie van de leraren die met het onderwijs van deze stof zijn belast. Een verslag over deze deliberatie, waarin gezegde uitslagen zijn opgegeven, wordt aan de directeur van de koloniale school overgemaakt.

Artikel 12.-

De leerlingen, die bij de eerste sessie voldaan hebben, worden gerangschikt in de volgorde van de behaalde uitslag.

De uitgestelde leerlingen zijn gemachtigd zich aan te melden op een tweede examensessie die uiterlijk een maand na de afsluiting van de eerste sessie aanvangt.

Zij worden opnieuw ondervraagd over alle vakken welke zij hebben moeten volgen.

Slagen zij bij deze tweede sessie niet, dan worden zij geweigerd.

Slagen zij wel, dan worden zij in de volgorde van de behaal de uitslag gerangschikt na die welke dadelijk bij de eerste sessi hebben voldaan.

De geweigerde leerlingen kunnen door de Minister worden gemachtigd de leergangen van de volgende zittijd te volgen, zonder verplicht te zijn eerst voor een nieuw vergelijkend toelatingsexamen te slagen.

.../...

Artikel 13.-

Een verslag over de uitslagen van de examens wordt door de directeur van de school aan de Minister van Koloniën toegestuurd bij het einde van elke examensessie.

HOOFDSTUK III.- Tucht onder de leerlingen.

Artikel 14.-

De directeur van de koloniale school regelt de goede orde in de lokalen.

Hij stelt de Minister van Koloniën in kennis van de niet verantwoorde afwezigheid van de leerlingen en, wat betreft de militairen, van iedere inbreuk op de krijgstucht.

De leerlingen waarvan ijver, gedrag of houding te wensen over laten, kunnen met een van de volgende straffen worden gestraft :

1° mondelinge waarschuwing ;

2° schriftelijke waarschuwing,

3° uitstel tot een volgende zittijd van leergangen, met de verplichting te slagen voor een nieuw vergelijkend toelatingsexamen voor zover de betrokkenen nog aan de vereiste leeftijdsvoorwaarden voldoen,

4° definitieve wegzending.

De eerste twee straffen worden door de directeur van de school opgelegd; de laatste twee door de Minister van Koloniën, op de voordracht van de directeur der school.

Artikel 15.-

Er worden geen cursussen gegeven de dagen waarop de bureau's van het hoofdbestuur van het Ministerie van Koloniën gesloten zijn.

.../...

HOOFDSTUK IV.- Verbeteringsraad.

Artikel 16.-

De verbeteringsraad is gelast aan de Minister al de wijzigingen voor te stellen die naar zijn oordeel nuttig zouden worden aangebracht aan de programma's, reglementen en bepalingen waaraan de studiën en de examens onderworpen zijn, alsmede de maatregelen die het onderwijs en het opvoedingsstelsel van de school zouden kunnen verbeteren.

Deze raad bestaat uit de directeur-generaal en de directeur van de dienst tot wiens bevoegdheid de aanwerving van het bestuurspersoneel in de Kolonie behoort, uit de directeur van de koloniale school en uit leden welke aangewezen worden voor een termijn van drie jaar en wier mandaat kan hernieuwd worden.

Elke afdeling van de school is in de raad vertegenwoordigd door een leraar of lesgever, die er lidmaatschap heeft.

Het lidmaatschap van deze raad geeft geen aanleiding tot vergoeding.

De raad staat onder het voorzitterschap van voormelde directeur-generaal of,in geval deze verhinderd is, onder dat van de directeur tot wiens bevoegdheid de dienst van het personeel in Afrika behoort.

De raad vergadert ten minste eenmaal per jaar. Hij kan ook bijeengeroepen worden door de voorzitter of op verzoek van ten minste drie leden.

HOOFDSTUK V.- Bepalingen tot opheffing en slotbepalingen.

Artikel 17.- Zijn opgeheven :

1° het ministerieel besluit van 7 September 1928 tot vaststelling van het programma der leergangen van de koloniale school

.../...

zoals het is gewijzigd bij de ministeriële besluiten van 25 Januari 1929, van 21 October 1930, van 12 Maart 1932, van 17 December 1935 en van 6 Juni 1939 ;

2° het ministerieel besluit van 21 October 1930 tot wijziging van het programma der koloniale school, zoals het is gewijzigd bij de ministeriële besluiten van 17 December 1935 en van 20 April 1937 ;

3° de ministeriële besluiten van 12 Juli 1932 en van 14 Juli 1933, in zover zij betrekking hebben op de aanwezigheidsvergoedingen verleend aan de leerlingen van de koloniale school ;

4° het ministerieel besluit van 3 Januari 1936 tot oprichting in de koloniale school van een facultatieve cursus betreffende de koloniale letterkunde en de inlandse kunsten en ambachten ;

5° het ministerieel besluit van 30 Juli 1936 tot oprichting van een Nederlandse afdeling ;

6° het ministerieel besluit van 31 October 1936 tot oprichting van een Nederlandse afdeling rechten ;

7° het ministerieel besluit van 31 Maart 1938 waarbij de Nederlandse afdeling in een hogere en een lagere leergang wordt gesplitst ;

8° het ministerieel besluit van 20 Maart 1946 tot regeling van de voorwaarden van toelating tot de koloniale school.

Artikel 18.-

Dit besluit treedt 1 Maart 1950 in werking.

Het zal in het Belgisch Staatsblad en in het Ambtelijk blad van Belgisch-Congo worden bekendgemaakt.

Gegeven te , de .

(handtekening van de Minister van Koloniën)

De Eerste-Minister,

De Minister van Financiën,

Etaient présents : Waren aanwezig :

Messieurs : J.SUETENS, président du Conseil d'Etat, président,
De Heren : voorzitter van de Raad van State, voorzitter,

V.DEVAUX, conseillers d'Etat,
M.SOMERHAUSEN, raadsheren van State,

A.BERNARD, assesseurs de la section de législation,
F.DUCHÊNE, bijzitters van de afdeling wetgeving,

G.PIQUET, greffier adjoint, greffier.
adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.J.SUETENS.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H.J.SUETENS.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(signé) G.PIQUET.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(signé) J.SUETENS.

expédition délivrée à M.le Ministre
uitgifte afgeleverd aan de H.Minister

des Colonies.
van Koloniën.

Le janvier 1950.

De Januari 1950.

Le Greffier du Conseil d'Etat,

De Griffier van de Raad van State,

K.MEES.